

DIRECTION de l'ACTION LOCALE
Bureau des procédures environnementales

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

N° 2014/0247

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L 171-8 et L 514-5,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010/341 du 6 décembre 2010 modifié actualisant les conditions de l'autorisation applicables à l'usine de production de pièces de voirie et tuyaux en fonte exploitée par la société Saint-Gobain PAM à PONT-À-MOUSSON et BLENOD-LÈS-PONT-À-MOUSSON,

Vus les résultats l'évaluation des risques sanitaires liés au fonctionnement de l'usine Saint-Gobain PAM sur les territoires des communes de Pont-à-Mousson et Blénod-Lès-Pont-à-Mousson, transmise par l'exploitant à l'inspection des installations classées le 19 juin 2012,

Vus les résultats de la surveillance de la qualité de l'air autour de l'usine Saint-Gobain PAM, en particulier des deux premières campagnes de mesures réalisées en 2012,

Vu le courrier de la société Saint-Gobain PAM du 12 décembre 2013 indiquant les mesures qu'elle envisage de prendre pour réduire les émissions de poussières de son usine de Pont-à-Mousson,

Vu le rapport n°61-10/1 de mars 2011 établi par le bureau d'études ACOSOL, mandaté par la société Saint-Gobain PAM, caractérisant les boues de hauts fourneaux stockées sur le site de son usine de Pont-à-Mousson comme déchets dangereux et présentant les résultats de la surveillance de la qualité des eaux souterraines,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine référencé AN/MS/154/2014 du 11 avril 2014 faisant suite à la visite de l'établissement effectuée le 24 février 2014,

Vu le courrier du 24 avril 2014 référencé AN/MS/155/2014 par lequel l'inspection des installations classées a transmis à la société Saint-Gobain PAM le rapport visé ci-dessus,

Adresse postale : Préfecture de Meurthe-et-Moselle 1, rue Préfet Claude Erignac – Co 60031 – 54038 NANCY CEDEX
Téléphone : 03 83 34 26 26 Fax : 03 83 34 52 34

Accueil du public : 6, rue Sainte Catherine 54000 NANCY

Retrouvez les horaires d'accueil des services sur <http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr> ou sur notre serveur vocal 03 83 34 22 44

Considérant qu'il ressort des constats réalisés par l'inspection des installations classées au sein de l'usine Saint-Gobain PAM de Pont-à-Mousson que les émissions de poussières des postes d'enfournement, d'écémage du laitier, de coulée et coulant des hauts fourneaux en fonctionnement ne sont ni captées à la source, ni traitées,

Considérant que ces conditions d'exploitation ne sont pas conformes aux prescriptions de l'article 8.8.3 de l'arrêté préfectoral 2010/341 du 6 décembre 2010 modifié susvisé qui impose la captation et le traitement des émissions des postes suivants : enfournement, écémage du laitier, coulée, coulant,

Considérant que la surveillance de la qualité de l'air autour de l'usine Saint-Gobain PAM située sur les territoires des communes de Pont-à-Mousson et Blénod-Lès-Pont-À-Mousson, met en évidence un dépassement récurrent de l'objectif de qualité de l'air pour les poussières PM 2,5 au point maximal d'impact,

Considérant que sur la base de l'évaluation quantitative des risques sanitaires susvisée et de la connaissance des flux de poussières de l'usine Saint-Gobain PAM de Pont-à-Mousson les émissions de ce site sont considérées comme significativement contributrice de cette dégradation de la qualité de l'air,

Considérant que la captation et le traitement par dépoussiérage des émissions diffuses de la halle de coulée de l'usine, telle que prévue dans le courrier de l'exploitant du 12 décembre 2013, est de nature à réduire notablement les émissions de poussière du site et par conséquent à améliorer la qualité de l'air,

Considérant qu'il ressort des constats réalisés par l'inspection des installations classées que le stockage de boues de hauts fourneaux n'a pas fait l'objet du réaménagement imposé par l'article 11.2.1. de l'arrêté préfectoral 2010/341 du 6 décembre 2010 modifié susvisé dans le délai imparti,

Considérant que les boues de hauts fourneaux stockées sur le site de l'usine Saint-Gobain PAM de Pont-à-Mousson et considérées comme déchets dangereux, sont susceptibles d'être à l'origine d'un impact sur la qualité des sols, des eaux superficielles ou souterraines, par ruissellement et percolation des eaux pluviales ou par envol,

Considérant que, pour se prémunir de ses impacts, un réaménagement de ce stockage de boues favorisant son confinement, sa stabilité et sa pérennité dans le temps s'avère nécessaire,

Considérant que les prescriptions fixées par le présent arrêté visent à garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er}- Champ et portée du présent arrêté

La société Saint-Gobain PAM, dont le siège social est situé 91, avenue de la Libération – 54076 NANCY Cedex, est mise en demeure, pour son usine de production exploitée sur les territoires des communes de Pont-à-Mousson et Blénod-lès-Pont-à-

Mousson, de respecter les prescriptions fixées aux articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010/341 du 6 décembre 2010 modifié :

1. à l'article 8.8.3. alinéa 2 dans le délai maximal de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Pour ce faire, l'exploitant mettra en œuvre les travaux visant à capter et à traiter les émissions diffuses de poussières issues de la halle de coulée conformément aux mesures prévues dans son courrier du 12 décembre 2013 pour le(s) haut(s) fourneaux en fonctionnement,

2. à l'article 11.2.1. dans le délai maximal de neuf mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Pour ce faire, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, **dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, la solution technique retenue pour la réalisation du réaménagement du stockage de boues de hauts fourneaux.

Article 2 – Information de l'achèvement des travaux de mise en conformité

L'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté informera sans délai le Préfet et l'inspection des installations classées, de l'achèvement des travaux de mise en conformité requis à cet article 1^{er}

Article 3 – Sanctions administratives

Si à l'expiration des délais fixés à l'article 1^{er}, la société Saint-Gobain PAM n'a pas déféré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article L. 173-1 de ce même code.

Article 4 – Recours

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 5 – Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- à la société Saint-Gobain PAM

Et dont copie sera adressée:

- au maire de pont-à-Mousson
- au maire de Blénod-lès-Pont-à-Mousson,
- à l'inspecteur des installations classées.

Nancy, le - 6 MAI 2014

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Jean-François RAFFY

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture

Nancy, le - 6 MAI 2014

Direction de l'action locale

Bureau des procédures
environnementales

Affaire suivie par : Olivier Pierret
Téléphone 03 83 34 27 65
Télécopie 03 83 34 22 31
Courriel Pref-DAL3@meurthe-et-moselle.gouv.fr
Lettre recommandée avec A/R

Monsieur le Directeur,

L'inspection des installations classées a effectué une visite de votre établissement de Pont-à-Mousson le 24 février dernier.

Cette visite a permis d'établir que l'aire de stockage de boues de lavage des gaz de hauts fourneaux n'était pas réaménagée contrairement à ce que prévoit l'article 11.2.1 de l'arrêté n° 2010/341 du 6 décembre 2010.

Elle a également souligné qu'il n'existe pas de dispositif de traitement des émissions diffuses de poussières au niveau de la halle de coulée, contrairement aux prescriptions de l'article 8.8.3 de l'arrêté du 6 décembre 2010.

Au vu de l'impact environnemental de ces installations, révélé par les études que vous avez transmises à l'inspection des installations classées, cette dernière m'a confirmé la nécessité de mettre en demeure votre société de satisfaire aux obligations des articles cités ci-dessus.

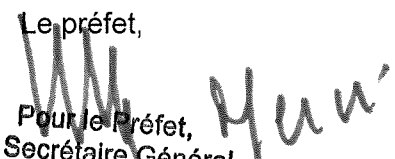
Afin de tenir compte des difficultés techniques rencontrées pour réaménager le site de stockage des boues de lavage des gaz de hauts fourneaux, le délai retenu est de 9 mois.

S'agissant de la mise en place de dispositifs de traitement des émissions diffuses de la halle de coulée, l'inspection des installations classées propose de ne pas donner une suite favorable à votre proposition du 12 décembre 2013, qui prévoit une mise en service courant 2015, et de fixer un délai maximal de 6 mois.

Vous trouverez sous ce pli l'arrêté correspondant.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Monsieur le Directeur
Saint-Gobain PAM
Usine de Pont-à-Mousson
BP 129
54705 PONT-À-MOUSSON cedex

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY